20 NOV. 1978

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 4 août 1978, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'établissement de fabriques, boutiques et débits de marchandises d'accise situés dans le rayon des douanes", a donné le 25 octobre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STAT

De RAAD VAN STATE, afdeli wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1978 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het vestigen van fabrieken, winkels en slijterijen, van accijnsgoederen in de tolkring", heeft de 25e oktober 1978 het volgend advie gegeven :

Sauf les deux observations ci-après, le projet n'appelle que des modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaire.

I. Aux termes de l'article 14, § ler, 2°, du projet, l'autorisation temporaire peut être retirée "sans préavis, en cas de fraude ou d'abus flagrant dans le chef du tenancier ou d'une des personnes vivant sous son toit". L'expression "abus flagrant" qui suppose des cas différents de ceux de la fraude laisse au directeur général ou à son délégué un pouvoir d'appréciation trop étendu.

Il serait préférable de recourir à un système qui subordonnerait l'autorisation à des conditions dont la méconnaissance entraînerait une sanction aussi sévère que celle du retrait de l'autorisation.

II. L'article 16 du projet est en partie superflu. En effet, l'article 281 de la loi générale établit en son § 2, que, notamment, "toutes celles des actions susmentionnées qui tendent à l'application d'amendes, de confiscations ou à la fermeture de fabriques ou usines, seront intentées et poursuivies par l'administration ou en son nom devant lesdits tribunaux ...".

Dans la mesure où le but de la première phrase est de désigner le fonctionnaire compétent pour ester en justice, le texte a une portée propre.

En tant qu'il traite de l'exécution de la "décision judiciaire", le projet d'arrêté royal ne trouve pas de fondement légal dans les dispositions

/

qu'il invoque. Si, par la deuxième phrase de l'article 16, il entendait seulement régler l'exécution des jugements en matière répressive conformément au droit commun, cette phrase serait superflue.

+

+ +

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble du projet :

"ARRETE ROYAL RELATIF A L'ETABLISSEMENT DE FABRIQUES, BOUTIQUES ET DEBITS DE MARCHANDISES D'ACCISE DANS LE RAYON DES DOUANES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi générale sur les douanes et les accises, notamment les articles 167, 172 et 179;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Chapitre Ier.- Des fabriques.

Section lère. Fabriques soumises à autorisation.

Article ler.-

L'établissement de fabriques de marchandises d'accise, dans la partie du rayon des douanes s'étendant jusqu'à deux mille mètres des frontières belgo-allemande et belgo-française, est subordonné à l'autorisation du directeur général des douanes et accises ou de son délégué.

Section 2. De la demande d'autorisation.

Article 2.-

Deux mois au moins avant la date prévue pour l'installation d'une fabrique, l'autorisation requise à l'article ler doit être demandée par écrit au directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel la fabrique sera établie.

Cette demande doit être formulée soit par le propriétaire ou l'exploitant de la fabrique soit par un représentant d'un de ceux-ci, spécialement habilité.

Article 3.-

La demande doit contenir les renseignements suivants et être accompagnée des documents désignés ci-après :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance et adresse du requérant; celui-ci doit administrer la preuve, par la production de documents utiles (tels que carte d'identité, actes de propriété, contrats de

location, actes constitutifs de société, acte de pouvoirs, extraits du Moniteur belge), qu'il a qualité pour formuler la demande;

2° un plan ou un croquis indiquant la situation de l'installation par rapport à la frontière, les références cadastrales de la parcelle (section et numéro), les voies d'accès vers le territoire étranger, la distance à vol d'oiseau et la distance suivant la voie de terre la plus directe de la fabrique jusqu'à la frontière;

3° l'énonciation précise des marchandises d'accise pour lesquelles l'autorisation est sollicitée.

Section 3. Refus et retrait de l'autorisation.

Article 4.-

L'autorisation ne peut être accordée si le requérant a été condamné, sans sursis, pour une infraction en matière de douane ou d'accise ou si une surveillance douanière efficace ne peut être exercée, compte tenu de la situation de la fabrique et des risques de fraude inhérents à la nature des produits dont la fabrication est projetée.

Article 5.-

Le directeur général des douanes et accises ou son délégué peut retirer l'autorisation en cas de condamnation sans sursis du bénéficiaire pour une infraction en matière de douane ou d'accise.

.../...

La fabrique doit être fermée dans les deux mois à compter de la date de la notification du retrait de l'autorisation.

Chapitre II.- Des boutiques ou débits.

Section 1ère. Boutiques ou débits soumis à autorisation.

Article 6.-

§ 1er. Sont subordonnées à l'autorisation du directeur général des douanes et accises ou de son délégué, l'exploitation et la cession :

1° de débits de bières à consommer sur place, situés à mille mètres ou moins des frontières belgo-allemande et belgo-française;

2° de boutiques ou débits, de vins ou de boissons distillées, situés à mille mètres ou moins des frontières belgo-allemande et belgo-française.

§ 2. L'autorisation de cession n'est accordée que si elle a pour objet un débit ou une boutique autorisé.

Section 2. De la demande d'autorisation.

Article 7.-

Deux mois au moins avant la date prévue pour le début de l'exploitation ou la réalisation de la cession, l'autorisation d'exploiter ou de céder une boutique ou un débit dans les cas visés à l'article 6, doit être demandée par écrit au receveur des douanes et accises dans le ressort duquel se trouve la boutique ou le débit en cause. La demande doit être faite

par l'exploitant même du commerce.

Article 8.-

La demande doit contenir les renseignements suivants et être accompagnée des documents désignés ci-après :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance, et adresse du requérant;

2° l'énonciation précise des marchandises pour le commerce desquelles l'autorisation est sollicitée;

3° excepté pour les autorisations occasionnelles prévues à l'article 11, un plan ou un croquis indiquant les références cadastrales de la parcelle (section et numéro) sur laquelle seront installés la boutique ou le débit, leur situation par rapport à la frontière, la distance à vol d'oiseau et la distance par voie de terre la plus directe qui les séparent de la frontière ainsi que l'indication des voies d'accès vers le territoire étranger;

4° éventuellement, les nom et prénoms de l'exploitant précédent, la date et le numéro de l'autorisation antérieure et la durée de l'interruption.

Section 3. Espèces d'autorisations.

Article 9.-

Une autorisation ordinaire peut être délivrée pour l'immeuble, y compris ses annexes, qui abrite la boutique ou le débit, lorsque cet immeuble, compte tenu de sa situation et des risques de fraude inhérents

à la nature des marchandises dont le débit est envisagé, offre toutes les possibilités d'une surveillance douanière efficace.

Article 10.-

Une autorisation temporaire, valable pendant trois ans, peut être accordée pour les débits de bières et les boutiques ou débits de vins qui ne peuvent être soumis à une surveillance douanière suffisante ou dont les possibilités de surveillance sont susceptibles d'être réduites dans l'avenir.

Article 11.-

Une autorisation occasionnelle, de courte durée, peut être consentie exceptionnellement aux personnes qui demandent à pouvoir débiter de la bière et du vin dans un lieu nettement déterminé à l'occasion d'une festivité.

Section 4. Octroi et retrait des autorisations.

Article 12.-

Les autorisations visées aux articles 9 à 11 ne sont pas octroyées si le requérant, ou l'une des personnes vivant sous son toit, a été condamné, sans sursis, pour infraction en matière de douane ou d'accise.

Article 13.-

Les autorisations visées aux articles 9 à 11 peuvent être retirées par le directeur général des douanes et accises ou par son délégué, en cas de condamnation, sans sursis, pour infraction en matière

.../...

de douane ou d'accise, dans le chef du tenancier ou d'une personne vivant sous son toit.

Le retrait de l'autorisation est notifié à l'intéressé; il a effet deux mois après l'envoi de la notification.

Article 14.-

Une autorisation temporaire peut, en outre, être retirée :

1° moyennant un préavis de six mois, si l'octroi de cette autorisation crée des inconvénients pour le fonctionnement normal des services douaniers de surveillance;

2° sans préavis, et avec effet immédiat, en cas de fraude dans le chef du tenancier ou d'une des personnes vivant sous son toit.

Article 15.-

Une autorisation occasionnelle peut, en outre, être retirée sans préavis et avec effet immédiat dans l'éventualité où elle donnerait lieu à des abus en matière de douane ou d'accise.

Article 16.-

Dans tous les cas, la boutique ou le débit doit être fermé aux jour et heure où le retrait de l'autorisation a effet.

.../...

Chapitre III. Dispositions finales.

Article 17.-

Si la fermeture imposée en vertu des articles 5 et 13 à 16 n'est pas exécutée volontairement dans le délai fixé, le directeur régional des douanes et accises intente une action judiciaire aux fins de fermeture de l'établissement, conformément à l'article 281 de la loi générale sur les douanes et accises.

Article 18.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Justice".

Behoudens de twee volgende opmerkingen behoort het ontwerp alleen vormwijzigingen te ondergaan, die geen commentaar behoeven.

I. Luidens artikel 14, § 1, 2°, kan de tijdelijke machtiging worden "opgeheven zonder opheffingstermijn, bij fraude of klaarblijkelijk misbruik door de exploitant of door een van de personen die onder hetzelfde dak wonen". De term "klaarblijkelijk misbruik", die andere gevallen dan fraude veronderstelt, laat aan de directeur-generaal of zijn gemachtigde een te ruime beoordelingsbevoegdheid.

Het verdient de voorkeur een zodanige regeling te treffen, dat aan de machtiging voorwaarden worden verbonden op welker niet-naleving een zo strenge sanctie als de intrekking van de machtiging staat.

II. Artikel 16 van het ontwerp is gedeeltelijk overbodig. Artikel 281 van de algemene wet stelt in § 2 immers onder meer : "Zodanige der bovengemelde vorderingen, welke strekken tot toepassing van boeten, verbeurdverklaringen of het sluiten van fabrieken of werkplaatsen, zullen voor dezelfde rechtbanken worden aangelegd en vervolgd, door of in naam van de administratie ...".

In zover de eerste volzin tot doel heeft de ambtenaar aan te wijzen die bevoegd is om in rechte op te treden, heeft de tekst een eigen rechtsinhoud.

Voor zover het ontwerp-koninklijk besluit de tenuitvoerlegging van een "rechterlijke beslissing" betreft, vindt het geen rechtsgrond in de bepalingen waarop het zich

.../...

beroept. Wil het met de tweede volzin van artikel 16 alleen de tenuitvoerlegging van de vonnissen in strafzaken overeenkomstig het gemeen recht regelen, dan is die volzin overbodig.

\+

\+ +

Voorgesteld wordt het ontwerp in zijn geheel als volgt te redigeren :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET VESTIGEN VAN FABRIEKEN, WINKELS EN SLIJTERIJEN VAN ACCIJNSGOEDEREN IN DE TOLKRING.

\- - - - - - -

BOUDEWIJN, Koning der Bèlgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de algemene wet inzake douane en accijnzen, inzonderheid op de artikelen 167, 172 en 179;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Hoofdstuk I.- Fabrieken.

Afdeling 1. Fabrieken waarvoor machtiging vereist is.

Artikel 1.-

Voor het vestigen van fabrieken van accijnsgoederen in het gedeelte van de tolkring dat zich uitstrekt tot tweeduizend meter vanaf de Belgisch-Duitse en vanaf de Belgisch-Franse grens, is een machtiging van de directeur-generaal der douane en accijnzen of van zijn gemachtigde vereist.

Afdeling 2. Aanvraag om machtiging.

Artikel 2.-

Ten minste twee maanden vóór de dag tegen welke de installatie van een fabriek wordt voorzien, moet de door artikel 1 vereiste machtiging schriftelijk worden aangevraagd bij de gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied de fabriek zal worden gevestigd.

Die aanvraag moet worden ingediend hetzij door de eigenaar of de exploitant van de fabriek, hetzij door een speciaal bevoegd verklaarde vertegenwoordiger van een van hen.

Artikel 3.-

De aanvraag moet de volgende inlichtingen bevatten en vergezeld gaan van de hiernagenoemde documenten :

1° naam, voornamen, plaats en datum van geboorte en adres van de aanvrager; deze moet door overlegging van dienstige documenten (zoals identiteitskaart, eigendoms-

akte, huurcontract, akten van oprichting van de vennootschap, akten van volmacht, uittreksel uit het Belgisch Staatsblad), het bewijs leveren dat hij bevoegd is om de aanvraag in te dienen;

2° een plattegrond of schets met de ligging van de installatie ten opzichte van de grens, de kadastrale gegevens (sectie en nummer) betreffende het perceel, de toegangswegen naar het grondgebied van de vreemde staat, de hemelsbreed gemeten afstand en de afstand langs de meest directe weg over land van de fabriek tot aan de grens;

3° nauwkeurige opgave van de accijnsgoederen waarvoor de machtiging wordt gevraagd.

Afdeling 3. Weigering en intrekking van de machtiging.

Artikel 4.-

De machtiging mag niet worden verleend indien ten laste van de aanvrager een veroordeling zonder uitstel is uitgesproken wegens een misdrijf inzake douane of accijnzen of indien, gelet op de ligging van de fabriek en op de kans op fraude die inherent is aan de aard van de te fabriceren produkten, geen afdoende douanetoezicht mogelijk is.

Artikel 5.-

De directeur-generaal der douane en accijnzen of zijn gemachtigde kan de machtiging intrekken indien ten laste van de houder ervan een veroordeling zonder uitstel wordt uitgesproken wegens een misdrijf inzake douane of accijnzen.

.../...

De fabriek moet worden gesloten binnen twee maanden na de dag waarop van de intrekking van de machtiging kennis gegeven is.

Hoofdstuk II.- Winkels of slijterijen.

Afdeling 1. Winkels of slijterijen waarvoor machtiging vereist is.

Artikel 6.-

§ 1. Een machtiging van de directeur-generaal der douane en accijnzen of van zijn gemachtigde is vereist voor de exploitatie en de overdracht van :

1° slijterijen van ter plaatse te verbruiken bier, die op duizend meter of minder van de Belgisch-Duitse of van de Belgisch-Franse grens gelegen zijn;

2° winkels of slijterijen van wijn of van gedistilleerde dranken, die op duizend meter of minder van de Belgisch-Duitse of van de Belgisch-Franse grens gelegen zijn.

§ 2. De machtiging tot overdracht wordt slechts voor een met machtiging geopende slijterij of winkel verleend.

Afdeling 2. Aanvraag om machtiging.

Artikel 7.-

Ten minste twee maanden vóór de dag tegen welke het begin van de exploitatie dan wel de overdracht wordt voor-

zien, moet de machtiging om een winkel of een slijterij te exploiteren of over te dragen in de gevallen bedoeld in artikel 6, schriftelijk worden aangevraagd bij de ontvanger der douane en accijnzen in wiens gebied de bewuste winkel of slijterij is gelegen. De aanvraag moet worden gedaan door de exploitant zelf van het bedrijf.

Artikel 8.-

De aanvraag moet de volgende inlichtingen bevatten en vergezeld gaan van de hiernagenoemde documenten :

1° naam, voornamen, plaats en datum van geboorte en adres van de aanvrager;

2° nauwkeurige opgave van de goederen waarvoor de machtiging wordt gevraagd;

3° behalve voor de gelegenheidsmachtigingen bedoeld in artikel 11, een plattegrond of schets met de kadastrale gegevens (sectie en nummer) betreffende het perceel waarop de winkel of de slijterij zich zal bevinden, de ligging ten opzichte van de grens, de hemelsbreed gemeten afstand en de afstand langs de meest directe weg over land van de winkel of de slijterij tot aan de grens, en de toegangswegen naar het grondgebied van de vreemde staat;

4° eventueel naam en voornamen van de vorige exploitant, datum en nummer van de vorige machtiging en duur van de onderbreking.

Afdeling 3.- Soorten van machtigingen.

Artikel 9.-

Een gewone machtiging kan worden verleend voor het gebouw, met inbegrip van de bijgebouwen, waarin de winkel of

de slijterij ondergebracht is, indien dat gebouw, gelet op zijn ligging en op de kans op fraude die inherent is aan de aard van de te slijten goederen, onder afdoend douanetoezicht kan worden gehouden.

Artikel 10.-

Een tijdelijke machtiging, geldig voor drie jaar, kan worden verleend voor bierslijterijen en winkels of slijterijen van wijn waarop geen voldoende douanetoezicht mogelijk is of waarop dat toezicht in de toekomst minder goed mogelijk kan worden.

Artikel 11.-

Een gelegenheidsmachtiging van korte duur kan bij uitzondering worden verleend aan personen die vragen om in een welbepaalde plaats, naar aanleiding van een feestelijkheid, een slijterij van bier of wijn te exploiteren.

Afdeling 4. - Verlenen en intrekken van machtigingen.

Artikel 12.-

De in de artikelen 9 tot 11 bedoelde machtigingen worden niet verleend indien ten laste van de aanvrager of van een met hem onder één dak wonende persoon een veroordeling zonder uitstel is uitgesproken wegens een misdrijf inzake douane of accijnzen.

Artikel 13.-

De in de artikelen 9 tot 11 bedoelde machtigingen kunnen door de directeur-generaal of zijn gemachtigde worden ingetrokken indien ten laste van de exploitant of van een met hem onder één dak wonende persoon een veroordeling

.../...

zonder uitstel wordt uitgesproken wegens een misdrijf inzake douane en accijnzen. Van de intrekking van de machtiging wordt aan de betrokkene kennis gegeven; de intrekking heeft rechtsgevolgen twee maanden na de verzending van de kennisgeving.

Artikel 14.-

Een tijdelijke machtiging kan bovendien worden ingetrokken :

1° met zes maanden opzegging indien het verlenen van die machtiging moeilijkheden meebrengt voor de normale uitoefening van het douanetoezicht;

2° zonder opzegging en met dadelijk gevolg bij fraude door de exploitant of een met hem onder één dak wonende persoon.

Artikel 15.

Een gelegenheidsmachtiging kan bovendien zonder opzegging en met dadelijk gevolg worden ingetrokken indien zij aanleiding geeft tot misbruiken inzake douane of accijnzen.

Artikel 16.-

In alle gevallen moet de winkel of de slijterij gesloten worden op dag en uur waarop de intrekking van de machtiging ingaat.

.../...

Hoofdstuk III. - Slotbepalingen.

Artikel 17.-

Indien de krachtens de artikelen 5 en 13 tot 16 opgelegde sluiting niet vrijwillig wordt uitgevoerd binnen de bepaalde termijn, stelt de gewestelijke directeur der douane en accijnzen een rechtsvordering tot sluiting van de inrichting in overeenkomstig artikel 281 van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

Artikel 18.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

De Minister van Justitie".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : Kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.